

l'intérêt ne pèse pas trop lourdement sur ce pays. Nous sommes sortis de nos entreprises avec un fardeau beaucoup moindre par tête que celui qui pesait sur les Etats-Unis à la fin de leurs luttes. Ils réduisent aujourd'hui leur dette. Nous avons aussi atteint notre but, et nous allons travailler à améliorer notre position. Et, M. l'Orateur, nous allons réussir ; nous allons nous reposer de nos labeurs, et travailler à réduire la dette de notre pays, et à la réduire considérablement sans trop taxer le peuple. J'ai parlé, M. l'Orateur, du chemin de fer le Pacifique canadien. La compagnie a exécuté une grande entreprise, et nous l'avons aidée.

UN DÉPUTÉ : Non.

M. McLELAN : Je me rappelle, M. l'Orateur, le débat qui a eu lieu en cette Chambre, débat au cours duquel il a été déclaré que nous leur donnions tout, et je pense que cette salle résonne encore de l'écho des discours de quelques-uns des orateurs qui disaient que tout ce que nous leur faisons était un don et que le prêt de \$35,000,000 que nous leur faisons ne serait jamais remboursé au pays. Ce n'est que l'année dernière qu'ils sont venus nous demander de leur permettre d'émettre des bons au montant de \$35,000,000, de prendre \$20,000,000 de ce montant comme garantie de \$20,000,000 de notre dette et de mettre les autres \$10,000,000 sur des terres du Nord-Ouest, ne les réservant que pour cela, et, en outre, ils nous ont demandé de leur prêter \$5,000,000 de plus. A cette époque, peut-être, l'honorable député qui dit "non," ou quelques-uns de ceux qui siègent à ses côtés, disaient que c'était seulement un autre don de \$5,000,000 fait à la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique, et que ce montant ne serait jamais remboursé. Nous avons adopté cette proposition dans l'intérêt du pays, M. l'Orateur, et \$10,000,000 ont été laissés sur des terres, puis ils ont vendu leurs bons et nous ont payé les \$5,000,000.